

Les Répercussions Économiques de l'instabilité au Proche Orient sur les Pays du conflit, Les Pays Limitrophes et au Niveau Mondial

I. Introduction :

Le conflit entre la Palestine et l'occupation sioniste, qui se déroule dans les territoires palestiniens déjà caractérisés par des décennies de tension, a des répercussions qui dépassent ses frontières immédiates et atteignent le niveau mondial.

La bande de Gaza est un foyer de tensions géopolitiques marquées par des conflits récurrents liés à des enjeux territoriaux, des aspirations nationales et des rivalités régionales. La récente guerre de Gaza, impliquant des acteurs majeurs tels que l'occupation sioniste et divers groupes palestiniens défendant leurs terres volées, a des répercussions économiques significatives.

Au-delà de l'aspect militaire, ces tensions influencent les relations économiques, les investissements et le commerce dans la région. Les sanctions, les blocus et les instabilités politiques ont des effets en cascade sur les économies voisines et le commerce régional, soulignant le rôle des conflits dans la configuration des économies locales et régionales, ainsi que dans la formation des politiques et des alliances au Moyen-Orient.

II. Impacts économiques sur les pays du conflit :

1. Impact économiques sur Gaza :

L'impact économique immédiat de la guerre est profond et dévastateur. Gaza, déjà affaiblie par des années de blocus et de restrictions, a subi d'importants dommages matériels. Les infrastructures cruciales comme les habitations, les écoles et les hôpitaux ont été gravement endommagées, selon les rapports de l'ONU, nécessitant une reconstruction coûtant plusieurs milliards de dollars.

Les pertes en vies humaines et les traumatismes ont des conséquences à long terme sur la productivité et la stabilité économique, tandis que la destruction des entreprises et des moyens de subsistance a plongé de nombreux habitants dans la pauvreté, aggravant les problèmes préexistants tels que le chômage élevé et la dépendance à l'aide internationale.

2. Impact économiques sur L'occupation sioniste :

l'économie de L'occupation sioniste subit un ralentissement notable, en particulier dans le sud du pays, suite au conflit en cours. Une grande partie de l'économie est impactée, avec de nombreux secteurs à l'arrêt en raison de la mobilisation de 360 000 réservistes israéliens, représentant 10 % de la population active.

Malgré cela, l'économie de L'occupation sioniste affichant des performances supérieures à la moyenne des pays de l'OCDE. Toutefois, cette économie ne garantit pas toujours une protection adéquate aux travailleurs, qui se trouvent maintenant quelque peu fragilisés par le conflit, mais bénéficient d'un certain soutien gouvernemental.

De plus, la pénurie de main-d'œuvre, déjà un défi avant le conflit, s'aggrave davantage, notamment avec l'absence des réservistes de L'occupation sioniste et des travailleurs palestiniens, ces derniers représentant une part significative de la main-d'œuvre dans des secteurs clés tels que la construction et les travaux publics, désormais quasiment à l'arrêt.

III. Impacts économiques sur les Pays Limitrophes :

Les répercussions économiques de la guerre s'étendent aux pays voisins et à toute la région, entraînant d'importantes perturbations dans les échanges commerciaux. Les restrictions aux frontières et les risques sécuritaires ont ralenti considérablement les flux commerciaux entre Gaza, l'occupation sioniste et l'Égypte, créant des difficultés d'approvisionnement en biens essentiels et perturbant les chaînes logistiques régionales.

La reprise du tourisme en Jordanie et en Égypte a été abruptement stoppée par les répercussions du conflit, mettant en péril les revenus et les emplois liés à ce secteur vital. Au Liban, malgré les premiers signes de stabilisation dans certains secteurs, l'économie continue de lutter contre les effets de multiples crises. Les entreprises, déjà fragilisées par des crises économiques et politiques, rencontrent de nouveaux obstacles à leur croissance.

Alors que le conflit guerrier entre dans son troisième mois, il prend de l'ampleur, avec des estimations prévoyant des pertes économiques considérables pour l'Égypte, la Jordanie et le Liban. Ces pertes sont estimées à environ 10,3 milliards de dollars, soit environ 2,3 % de leur PIB combiné. Ces chiffres sont particulièrement marquants pour des pays qui ne sont pas directement impliqués dans le conflit, à l'exception du sud du Liban.

En envisageant une prolongation du conflit à six mois, dans le contexte actuel et sans extension régionale, les pertes pourraient grimper à 18 milliards de dollars (16,545

milliards d'euros), représentant jusqu'à 4 % des PIB combinés de ces pays. Cette conjoncture explique l'impact économique accru par rapport à une situation de conflit survenue en période économique normale au Proche-Orient.

IV. Impacts économiques sur le monde :

La guerre de Gaza a eu un impact significatif sur l'économie mondiale, en particulier en perturbant les marchés internationaux. La volatilité des prix du pétrole et du gaz a été l'un des premiers effets visibles.

1. Impact de la hausse des prix du pétrole :

Avec une possible intensification du conflit, il existe un risque élevé d'augmentation des prix du pétrole. Le conflit à Gaza n'est pas la seule source de préoccupation, car les sanctions occidentales à l'égard de la Russie en raison de l'invasion de l'Ukraine pourraient également entraîner une diminution de sa production pétrolière. Par conséquent, ces pressions pourraient conduire à une hausse des prix du pétrole à plus long terme.

Cependant, d'autres scénarios pourraient également provoquer une augmentation du prix du baril, notamment l'implication d'autres nations dans le conflit :

- Si l'Iran (allié de la Palestine) entre en jeu par le biais d'une guerre par procuration, elle pourrait restreindre l'accès à ses 700 000 barils de pétrole par an, ce qui pourrait entraîner une augmentation d'environ 10 dollars. L'Iran détient 12% des réserves mondiales de pétrole et produit 4% du total mondial, d'où les inquiétudes suscitées par un tel conflit.

- L'autre scénario le plus préoccupant est une guerre impliquant des puissances majeures telles que les États-Unis (allié de L'occupation sioniste), où L'occupation sioniste serait en conflit direct avec l'Iran ou l'Arabie saoudite (qui détient la majeure partie des réserves mondiales de pétrole). Si cela se produit, cela pourrait réduire le PIB mondial de près de 1000 milliards de dollars, les prix du pétrole pourraient atteindre 150 dollars, voire plus.

2. Impact de la hausse des prix du gaz :

La Méditerranée, est riche en gaz naturel, dont L'occupation sioniste est l'un des principaux producteurs et exportateurs.

La France dépend de ce gaz, et des tensions avec L'occupation sioniste ou ses alliés pourraient entraîner des problèmes graves, comme une baisse des exportations et une hausse des prix.

L'occupation sioniste aurait déjà réduit ses exportations de gaz, ce qui a fait augmenter le prix de 12 %. Cela pourrait affecter la facture de gaz en France, bien que les réserves européennes importantes puissent limiter la hausse des prix selon les experts.